

Questions orales

toutes les armes qui se trouvent actuellement dans cette région? Ne pourrait-il pas le leur demander?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député suit ces dossiers depuis déjà quelque temps et il est l'un des députés qui étudient attentivement les procédures des Nations Unies.

Il sait que les participants aux discussions tenues jusqu'à maintenant au Conseil de sécurité en sont venus à un consensus extraordinaire et qu'ils poursuivent toujours leurs discussions afin de déterminer si ce consensus pourrait être élargi. S'il y réfléchit bien, il verra que toute demande, qu'elle provienne du Canada ou d'un autre pays, pour ce genre de mesure unilatérale concernant les armes nucléaires ou certaines armes nucléaires, irait tout simplement à l'encontre du but recherché.

* * *

VARITY CORPORATION

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie.

Il n'ignore pas que l'Ontario a utilisé jusqu'au dernier sou des 9,4 millions de dollars reçus de la Varity Corporation au profit des travailleurs touchés par les fermetures de ses usines en Ontario. Le gouvernement fédéral s'est contenté, de toute évidence, d'encaisser sa part de 25 millions de dollars pour la déposer dans le fonds d'administration générale.

Pourquoi ne se montre-t-il pas aussi sensible au sort des travailleurs touchés que le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario, en leur consacrant sa part de cet argent?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je dois d'abord rétablir les faits pour la gouverne de mon collègue. Nous n'avons pas récupéré 25 millions, mais bien 15,6 millions de dollars.

Deuxièmement, mon collègue sait fort bien que l'entente que nous avons conclue avec le gouvernement de l'Ontario et les Travailleurs unis de l'automobile à propos de la Varity Corporation était une entente de portée générale comportant quatre ou cinq éléments différents auxquels le gouvernement de l'Ontario a souscrit.

Les 15 millions de dollars en question, comme c'est le cas pour tout l'argent qu'administre le gouvernement fédéral, seront utilisés dans l'intérêt du pays. Je ne garan-

tis pas qu'il servira à une seule fin ou qu'il sera affecté spécialement à un programme en particulier.

Je répète que cette entente est une bonne affaire. Nous croyons que les solutions de la Varity Corporation favorisent les travailleurs, le pays et la province de l'Ontario. Je crois que c'est tout ce que le monde souhaitait, et c'est ce que nous avons réussi à obtenir.

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, le ministre a parfaitement raison. La part du gouvernement fédéral est de 15 millions sur 25 millions de dollars.

Le gouvernement a bien besoin actuellement de démontrer qu'il s'intéresse au sort des travailleurs. Je repose ma question: pourquoi ne fait-il pas preuve d'autant de coeur que le nouveau gouvernement néo-démocrate de l'Ontario en affectant, à des fins spéciales, ces fonds découlant des mesures que la Varity a prises et qui touchent les travailleurs. Ce sont eux qui devraient en profiter et non pas ses amis des milieux d'affaires.

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, le gouvernement de l'Ontario a décidé d'utiliser l'argent comme il l'entendait.

Le gouvernement du Canada pourrait prendre une décision différente. Cela ne signifie pas pour autant, comme le laisse entendre mon collègue, qu'il n'en fera pas profiter les travailleurs concernés. Le gouvernement peut prendre des moyens différents pour remettre cet argent aux travailleurs et aux compagnies concernées. Le député s'en prend à mes amis des milieux d'affaires. Nous sommes contents quand ces compagnies peuvent créer des emplois. Cela fait un bout de temps que mon collègue critique cette notion. Je crois que la décision du gouvernement de l'Ontario est très bonne. Et que nous ferons très bien nous aussi d'utiliser cet argent de la façon que nous croyons la plus utile pour les Canadiens.

* * *

• (1450)

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il y a sept millions de Canadiens qui doivent recevoir un chèque avant l'entrée en vigueur de la TPS. Ces chèques devaient leur parvenir au mois de décembre, avant Noël. Compte tenu du fait que les sénateurs libéraux et Jean Chrétien continuent de faire de l'obstruction afin de retarder l'entrée en vigueur de la TPS, est-ce que le ministre va pouvoir tout de même adresser ces chèques